

## CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2002-2003

13 NOVEMBRE 2002

### PROPOSITION D'ORDONNANCE

**modifiant l'article 24  
de la loi du 20 juillet 1971  
sur les funérailles et sépultures,  
en vue d'assurer aux héritiers  
une totale et libre disposition  
des cendres d'une personne décédée**

(déposée par M. Stéphane de LOBKOWICZ (F))

### Développements

#### 1. Considérations générales

Il serait vain de s'attarder sur le développement constant de la crémation comme mode de sépulture. Des statistiques existent et démontrent à suffisance ce phénomène bien connu de chacun.

Jusqu'il y a peu, le législateur avait très fortement limité les possibilités d'affectation des cendres.

Les héritiers avaient le choix entre soit la dispersion, soit l'inhumation, soit encore la conservation des cendres dans une urne cinéraire placée dans un columbarium, ces trois hypothèses ne trouvant à s'appliquer que dans un cimetière communal.

Il y a quelques années la loi a ajouté à ces trois possibilités celle de la dispersion dans les eaux de la mer territoriale.

L'évolution récente, et sans conteste la volonté de la population, tend à une extension de ces possibilités.

Il en est ainsi dans plusieurs pays étrangers où les cendres peuvent être conservées au domicile des héritiers, dispersées ou inhumées dans une propriété privée, placées

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 2002-2003

13 NOVEMBER 2002

### VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**tot wijziging van artikel 24  
van de wet van 20 juli 1971  
op de begraafplaatsen en de lijkbezorging  
opdat een erfgenamen vrij over de as  
van een overleden persoon  
zouden kunnen beschikken**

(ingediend door de heer Stéphane de LOBKOWICZ (F))

### Toelichting

#### 1. Algemene beschouwingen

Het is niet nodig om dieper in te gaan op het verschijnsel dat crematie door steeds meer mensen als vorm van lijkbezorging gekozen wordt. Er bestaan statistieken die dat voldoende bewijzen.

Tot voor kort werden de mogelijke bestemmingen van de as door de wetgever in sterke mate beperkt.

De erfgenamen hadden de keuze tussen uitstrooiing, begraving of bijzetting van de as in een urne in een columbarium. Deze drie keuzes waren dan nog enkel mogelijk op een gemeentelijke begraafplaats.

Enkele jaren geleden heeft de wetgever deze drie keuzes uitgebreid met de uitstrooiing in de wateren van de territoriale zee.

Ongetwijfeld op vraag van de bevolking wordt er naar gestreefd om deze mogelijkheden nog verder uit te breiden.

In een aantal landen kan de as thuis bij de erfgenamen bewaard worden, op een privé-terrein uitgestrooid of begraven worden, of in een columbarium in de muren van

dans un columbarium construit dans les murs d'une église, ou d'un temple, voire dernière nouveauté, envoyées dans l'espace...

Contrairement à une idée reçue, par contre, le choix de la crémation est un choix aux conséquences relativement onéreuses.

« Les personnes qui optent pour la crémation et font le choix de disperser les cendres sur les pelouses du crématorium, ou de reprendre l'urne à domicile, font donc l'économie de cette somme. Mais pour des défunts qui ne résident pas dans la commune où sont dispersées les cendres, la famille devra payer une taxe supplémentaire aux autorités communales. a Liège, par exemple, celle-ci s'élève à 150 euros. quant aux familles qui choisissent de placer l'urne du défunt dans un columbarium pour une durée de 50 ans, selon « Test-Achats », le prix moyen de location d'une loge est de 765 euros par personne ... Faites vos comptes. » (1).

Le Sénat d'abord, en 2000, la Chambre ensuite, en 2001, se sont penchés sur la question et ont voté une modification de l'article 24 de la loi sur les funérailles et sépultures dans le sens d'une plus grande liberté dans le chef des « proches » pour reprendre leur expression, à laquelle nous préférons celles d'« héritiers », quant à l'affectation des cendres.

Le texte récemment voté reste néanmoins assez restrictif car il autorise la dispersion des cendres dans une propriété privée ou leur conservation au domicile d'un « proche » que dans le cas peu fréquent d'un écrit préalable, rédigé en ce sens, par le défunt.

De plus, cette législation prévoyant des arrêtés d'application à prendre par le Roi, à l'époque, arrêtés n'ayant jamais été promulgués, reste dans les faits quasiment inapplicable.

Les communes se trouvent donc actuellement dans une sorte de flou juridique où elles ont à faire preuve d'imagination face aux demandes très diverses des familles même s'il me revient, renseignements pris auprès de diverses administrations communales, qu'il est aujourd'hui assez rare qu'il est demandé de faire application de la nouvelle législation.

Le but de la présente proposition est, en réalité, de prévoir pour les héritiers, une totale liberté quand à l'affectation des cendres des personnes décédées.

(1) Alex Fribault, *Entre pierres et cendres*, in Victor, Bijlage bij de krant Le Soir, nr. 44 van 31 oktober 2002.

een kerk of van een tempel bijgezet worden. Er is zelfs al as de ruimte ingestuurd.

In tegenstelling tot wat vaak wordt gedacht is crematie een vrij dure zaak.

Wie kiest voor crematie en de as wil laten uitstrooien op de strooiweide van het crematorium of de urne wil meenemen naar huis bespaart op die kosten. Voor de overledenen die niet woonden in de gemeente waar de as wordt verstrooid moet de familie een extra belasting betalen aan het gemeentebestuur. In Luik bijvoorbeeld bedraagt die belasting 150 euro. Families die de urne in een columbarium willen plaatsen voor 50 jaar moeten gemiddeld 765 euro per persoon betalen voor de huur van een nis. Reken maar uit. » (1).

De Senaat en de Kamer hebben deze kwestie respectievelijk in 2000 en in 2001 besproken en hebben een wijziging van artikel 24 van de wet op de begraafplaatsen en de lijkbezorging goedgekeurd. De « nabestaanden » zoals zij in de gewijzigde tekst genoemd worden – wij hebben het liever over « erfgenamen » – kunnen vrijer beslissen over wat zij met de as doen.

De onlangs goedgekeurde tekst is niettemin nog altijd restrictief, omdat de uitstrooiing van de as op een privé-eigendom of de bewaring van de as bij een « nabestaande » thuis enkel mogelijk is indien de overleden persoon daartoe een voorafgaande schriftelijke toestemming gegeven heeft, wat vaak niet het geval is.

Bovendien is deze wet nagenoeg onuitvoerbaar omdat de vereiste koninklijke uitvoeringsbesluiten niet uitgevaardigd zijn.

De gemeenten bevinden zich dus voor het ogenblik in een onduidelijke juridische situatie en moeten zeer uiteenlopende verzoeken van de familie verwerken. Ik heb anderszijds van verschillende gemeentebesturen vernomen dat men maar zelden vraagt dat de nieuwe wet toegepast wordt.

Dit voorstel strekt ertoe om de erfgenamen volkomen vrij te laten beschikken over de as van de overleden personen.

(1) Alex Fribault, *Entre pierres et cendres*, in Victor, Supplément du Journal Le Soir, n° 44 du 31 octobre 2002.

A ce sujet, il est tout de même très important de comprendre que l'on se trouve au niveau de la pure symbolique. Contrairement aux problèmes liés à l'inhumation des corps humains non-incinérés, ceux liés aux cendres produites par les incinérateurs ne relèvent en aucun cas de questions d'hygiène publique. Les cendres sont totalement minérales et leur éventuel contact ne présente pas le moindre risque pour la santé. Mise à part la question du respect dû aux personnes décédées évoquée par la présente proposition d'ordonnance, il n'y a absolument aucune raison de ne pas les traiter comme ce qu'elles sont : des cendres !

Des conflits peuvent exister quant à leur affectation. La toute nouvelle législation n'évoque pas le problème alors que la pratique nous apprend que de tels conflits se sont déjà produits depuis le vote de la nouvelle loi. La présente proposition d'ordonnance propose une solution simple à ce type de conflits.

La proposition d'ordonnance supprime aussi l'exigence de volonté préalable exprimée par le défunt par écrit quand à certaines affectations de ses cendres. Par contre, elle lui laisse bien entendu le droit de manifester de son vivant son opposition à toute pratique qui ne lui conviendrait pas.

Sauf volonté contraire exprimée par le défunt, les héritiers voient donc leurs possibilités de choix élargies dans les limites les plus larges.

## 2. Base légale

Sans préjudice de l'éventuelle inconstitutionnalité des transferts de compétence, les Régions sont, depuis les récents accords dits de la Saint-Polycarpe, compétentes pour modifier la loi de 1971 sur les funérailles et sépultures. C'est donc le législateur régional qui aura à déterminer les conditions de création des cimetières et établissements crématoires et à réglementer la mise en bière et le transport des dépouilles mortelles.

Ce transfert de compétences fait d'ailleurs l'objet, soit dit en passant, de l'une des incongruités belgo-belge qui a échappé au Constituant. Ainsi le problème d'un cimetière comme celui d'Evere qui se trouve à la fois sur deux communes situés dans deux Régions différentes, la bruxelloise et la flamande est loin d'être réglé <sup>(1)</sup>.

Le sort à réserver aux cendres des corps des personnes incinérées est réglé par l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, modifié par la loi du 28 décembre 1988.

(1) Jacques BRASSINNE, *La régionalisation des lois communale et provinciale et de la législation connexe*, in Crisp n° 1751-1752.

Men moet begrijpen dat heel deze kwestie slechts van symbolisch belang is. In tegenstelling tot de begraafing van niet-gecremeerde menselijke lichamen, kan de as uit de crematoria nooit een gevaar voor de volksgezondheid vormen. De as is van minerale aard en contact met de as betekent geen gevaar voor de gezondheid. Dit voorstel van ordonnantie heeft natuurlijk de nodige aandacht voor de respectvolle behandeling van de overleden personen, maar voor de rest is er geen enkele reden om de as niet gewoon als as te behandelen !

Er kunnen meningsverschillen ontstaan over de bestemming van de as. De nieuwe wet zegt daar niets over, maar ondertussen is gebleken dat dergelijke conflicten zich sinds de goedkeuring van de nieuwe wet wel hebben voorgedaan. Dit voorstel van ordonnantie biedt een eenvoudige oplossing voor dergelijke conflicten.

In dit voorstel van ordonnantie is de voorafgaande schriftelijke instemming van de overledene met bepaalde bestemmingen van de as niet langer vereist. Het spreekt vanzelf dat hij zich tijdens zijn leven nog altijd tegen een bepaalde bestemming kan verzetten.

Tenzij de wilsbeschikking van de overleden persoon het anders bepaalt, krijgen de erfgenamen dus zeer uitgebreide keuzemogelijkheden.

## 2. Rechtsgrond

Afgezien van de eventuele ongrondwettigheid van de overdracht van de bevoegdheden, zijn de Gewesten sinds de recente Lambermontakkoorden bevoegd om de wet van 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging te wijzigen. De gewestelijke wetgever moet dus de voorwaarden voor de aanleg van begraafplaatsen, de oprichting van crematoria, de kisting en het vervoer van lijken bepalen.

Deze overdracht van bevoegdheden heeft overigens tot een typisch Belgische ongerijmdheid geleid die de grondwetgever over het hoofd gezien heeft. Er is immers helemaal niets geregeld voor een begraafplaats zoals die van Evere, die op het grondgebied ligt van twee gemeenten van twee verschillende Gewesten, namelijk het Hoofdstedelijke en het Vlaamse Gewest <sup>(1)</sup>.

De bestemming van de as van de gecremeerde personen wordt geregeld in artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, gewijzigd bij de wet van 28 december 1988.

(1) Jacques BRASSINNE, *La régionalisation des lois communale et provinciale et de la législation connexe*, in Crisp nr. 1751-1752.

Cette législation fut à nouveau modifiée suite au vote par le Sénat d'un projet de loi adopté le 29 juin 2000 et transmis à la Chambre des représentants le 3 juillet suivant où il fut adopté tel quel le 18 janvier 2001.

Les arrêtés d'application prévus par le texte législatif n'ont été pris ni avant ni après le transfert de compétence.

### 3. Commentaire des articles

#### *Articles 1<sup>er</sup> et 3*

Ces articles ne réclament pas de commentaires particuliers.

#### *Article 2*

1. Quatre affectations sont permises pour les cendres placées dans une urne cinéraire : inhumation dans un cimetière communal, placement dans un columbarium d'un cimetière communal voire d'un lieu de culte ou conservation à tout endroit choisi par les héritiers.
2. Les cendres peuvent également être dispersées sur une pelouse de dispersion d'un cimetière communal, en Mer du Nord, en Forêt de Soignes ou dans une propriété privée. Dans ces deux derniers cas elles peuvent également faire l'objet d'une inhumation.
3. Le respect du aux cendres est assuré.

Une solution est proposée en cas de contestation. Après le partage des cendres, chaque héritier peut donner à la part recueillie la destination qu'il juge la plus à propos dans le respect de la présente ordonnance.

Le respect de la volonté du défunt est également assuré.

4. Aucune compétence n'est déléguée au gouvernement pour ne pas retarder inutilement la mise en application de la présente ordonnance.

Stéphane de LOBKOWICZ (F)

Deze wet is opnieuw gewijzigd. De Senaat heeft immers op 29 juni 2000 een wetsontwerp goedgekeurd. Het is op 3 juli 2000 naar de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgezonden, die het zonder wijzigingen op 18 januari 2001 goedgekeurd heeft.

De uitvoeringsbesluiten waarvan sprake in de wettekst zijn nooit uitgevaardigd, noch vóór noch na de overdracht van de bevoegdheden.

### 3. Commentaar bij de artikelen

#### *Artikelen 1 en 3*

Deze artikelen vereisen geen bijzondere commentaar.

#### *Artikel 2*

1. De as die in een urne bewaard wordt, kan vier bestemmingen krijgen: begraving op een gemeentelijke begraafplaats, bijzetting in een columbarium op een gemeentelijke begraafplaats of in een plaats van eredienst, of bewaring op een plaats die de erfgenamen zelf bepalen.
2. De as mag ook uitgestrooid worden op een strooiweide van een gemeentelijke begraafplaats, in de Noordzee, in het Zoniënwoud of op een privé-domein. In de twee laatste gevallen mag de as ook begraven worden.
3. Er wordt voor gezorgd dat de as met respect wordt behandeld.

Er wordt een oplossing voorgesteld in het geval van een geschil. De as wordt verdeeld en ieder erfgenaam geeft aan zijn deel de volgens hem meest geschikte bestemming met naleving van deze ordonnantie.

Er wordt ook voor gezorgd dat de wilsbeschikking van de overledene uitgevoerd wordt.

4. Aan de regering wordt geen enkele bevoegdheid gedelegeerd opdat de uitvoering van deze ordonnantie geenodeloze vertraging zou oplopen.

**PROPOSITION D'ORDONNANCE**

**modifiant l'article 24  
de la loi du 20 juillet 1971  
sur les funérailles et sépultures,  
en vue d'assurer aux héritiers  
une totale et libre disposition  
des cendres d'une personne décédée**

*Article 1<sup>er</sup>*

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

*Article 2*

Pour la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, est remplacé par la disposition suivante :

## « Article 24

§ 1<sup>er</sup>. – Les cendres des corps des personnes incinérées peuvent être recueillies dans des urnes cinéraires qui sont :

- 1° soit inhumées dans l'enceinte du cimetière à au moins huit décimètres de profondeur;
- 2° soit placées dans un columbarium construit dans le cimetière;
- 3° soit placées dans un lieu de culte dans un columbarium spécifiquement réservé à cet effet;
- 4° soit mises à la disposition des héritiers pour être conservées à tout autre endroit choisi par eux. S'il est ultérieurement mis fin à la conservation des cendres, le conservateur peut leur en donner toute affectation prévue aux alinéas précédents et suivants.

§ 2. – Les cendres des corps des personnes incinérées peuvent également être :

- 1° soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet;
- 2° soit dispersées dans les eaux de la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique;
- 3° soit dispersées ou inhumées en Forêt de Soignes;
- 4° soit dispersées ou inhumées à tout autre endroit choisi par les héritiers. Cette dispersion ou inhumation ne peut toutefois se faire sur ou dans le domaine public, à l'exception des lieux visés aux alinéas ci-dessus. S'il

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**tot wijziging van artikel 24  
van de wet van 20 juli 1971  
op de begraafplaatsen en de lijkbezorging  
opdat de erfgenamen vrij over de as  
van een overleden persoon  
zouden kunnen beschikken**

*Artikel 1*

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

*Artikel 2*

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging door de volgende bepaling vervangen :

## « Artikel 24

§ 1. – De as van de gecremeerde personen kan in urnen worden geplaatst die :

- 1° hetzij op ten minste acht decimeter diepte op de begraafplaats worden begraven;
- 2° hetzij in een columbarium op de begraafplaats worden bijgezet;
- 3° hetzij in een daartoe bestemd columbarium in een plaats van eredienst worden bijgezet;
- 4° hetzij ter beschikking gesteld worden van de erfgenamen die beslissen waar de urnen bewaard worden. Indien er een einde komt aan de bewaring van de as, kan de bewaarder er een van de bestemmingen aan geven zoals bepaald in de vorige en de volgende leden.

§ 2. – De as van de gecremeerde personen kan ook:

- 1° worden uitgestrooid op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats;
- 2° worden uitgestrooid op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale zee;
- 3° worden uitgestrooid of begraven in het Zoniënwoud;
- 4° worden uitgestrooid of begraven op een andere plaats gekozen door de erfgenamen. Deze uitstrooiing of begraving kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de plaatsen bedoeld in de vorige

s'agit d'un terrain qui n'est pas la propriété du défunt ou de ses héritiers, une autorisation écrite préalable du propriétaire dudit terrain est requise. La dispersion ou l'inhumation des cendres doit se réaliser dans un délai maximum de 8 jours francs après la crémation. Elles peuvent l'être également à l'initiative du conservateur de tout ou partie des cendres à tout moment.

§ 3. – Les cendres du défunt sont traitées avec respect et dignité et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité commerciale, à l'exception des activités afférentes à la dispersion ou à l'inhumation des cendres, à leur translation à l'endroit où elles seront conservées ou à leur conservation dans un columbarium construit dans un cimetière ou édifié dans un lieu de culte.

La personne qui prend réception des cendres et en devient le conservateur est responsable du respect de ces dispositions.

En cas de contestation au sujet de l'affectation ou de la conservation des cendres, celles-ci, après avoir été placées dans plusieurs urnes, sont partagées entre les héritiers au prorata de leurs parts successorales respectives.

En tout état de cause, une incinération ne peut être effectuée ou une affectation des cendres ne peut être donnée en contradiction avec les souhaits manifestés par écrit par le défunt, ou s'il s'agit d'un mineur d'âge, en contradiction avec les souhaits des parents ou du tuteur. ».

### Article 3

La présente ordonnance entre en vigueur à dater de sa publication au *Moniteur belge*.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2002

Stéphane de LOBKOWICZ (F)

leden. Indien het om een terrein gaat dat geen eigendom is van de overledene of van zijn erfgenamen, is een voorafgaande schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vereist. De as moet worden uitgestrooid of moet worden begraven binnen maximum acht vrije dagen na de crematie. De bewaarder van de as of van een deel van de as kan op om het even welk moment beslissen om de as uit te strooien of te begraven.

§ 3. – De as van de overledene wordt met respect en eerbied behandeld en kan geen voorwerp uitmaken van een commerciële activiteit, met uitzondering van die activiteiten die verband houden met het uitstrooien of begraven van de as of met het overbrengen ervan naar de plaats waar de as bewaard zal worden, of met de bewaring ervan in een columbarium op een begraafplaats of in een plaats van eredienst.

De persoon die de as in ontvangst neemt en de bewaarder ervan wordt, is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

In geval van geschil over de bestemming van de as of de bewaring ervan, wordt de as in verschillende urnen en tussen de erfgenamen verdeeld naar rato van hun respectieve erfdelen.

De overledene mag in geen geval gecremeerd worden indien hij zich daar schriftelijk tegen verzet heeft. De as van de overledene mag zeker geen bestemming krijgen die in strijd is met zijn wilsbeschikking. Indien het om een minderjarige gaat, moet de wens van de ouders of van de voogd gerespecteerd worden. ».

### Artikel 3

Deze ordonnantie treedt in werking op de dag dat ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

1 oktober 2002

